



## **AFRIQUE/MALAWI - Un incendio probabilmente d'origine criminelle détruit le siège de la Conférence épiscopale**

Lilongwe (Agence Fides) – L'incendie qui a détruit le siège de la Conférence épiscopale du Malawi, sis dans la capitale Lilongwe, est probablement d'origine criminelle. C'est ce qu'affirme un communiqué de l'œuvre de droit pontifical « Aide à l'Eglise en Détresse » envoyé à l'Agence Fides. Le 9 octobre, un incendie a éclaté au siège de la Conférence épiscopale du Malawi, détruisant les bureaux des Evêques et les appartements des prêtres. « Un rapport envoyé à l'Aide à l'Eglise en Détresse par une source au Malawi affirme que la destruction des bureaux de la Conférence épiscopale fait partie de la campagne en cours visant à frapper avec des bombes incendiaires tous ceux qui critiquent le gouvernement » indique le communiqué.

Dans un entretien du 12 octobre avec l'AED, le Père George Buleya, Secrétaire général de la Conférence épiscopale, n'a pas été en mesure de confirmer la nature criminelle de l'incendie mais il a ajouté qu'elle ne peut être exclue. Le Père Buleya a précisé que l'incendie a éclaté dans l'appartement de l'un des prêtres pour se propager ensuite au reste de l'immeuble.

Au début septembre, un certain nombre de bombes incendiaires avaient détruit les bureaux de l'Institute for Policy Interaction, dirigé par Rafik Hajat, l'un des plus fermes critiques du Président Bingu wa Mutharika.

S.Exc. Mgr Joseph Mukasa Zuza, Evêque de Mzuzu et Président de la Conférence épiscopale du Malawi, a critiqué le Chef de l'Etat à plusieurs reprises pour sa conduite antidémocratique et pour sa politique économique qui a réduit le pays à la ruine. Le 16 août en particulier, à l'occasion d'une rencontre de prière pour la paix au Malawi promue par les principales confessions religieuses présentes au Malawi, Mgr Zuza avait affirmé que la Présidence « doit cesser de suffoquer la société civile, la presse, l'autorité judiciaire et la démocratie qui a coûté si cher au pays » (voir Fides 18/08/2011). (L.M.) (Agence Fides 14/10/2011)